

L'émergence des questionnements éthiques: un défi pour les universités

L'une des caractéristiques les plus frappantes de notre époque est l'émergence des questionnements éthiques. Dans les domaines les plus variés — santé, affaires, politique, communication... — on cherche ou, plus encore, on affirme, une éthique; on interpelle ou on attaque l'adversaire au nom de principes moraux; on consacre réflexions, colloques, publications, enseignements à l'éthique professionnelle. Cette évolution, dont on pouvait penser il y a quelques années qu'elle ne serait qu'une mode passagère, tend au contraire à se renforcer, à s'élargir, à s'approfondir. Elle devient une composante forte et durable de notre culture et de notre avenir.

Ceci provoque, au sein des Universités, interrogations et initiatives. Certes, la philosophie morale a toujours été l'objet de travaux, de publications, d'enseignements, mais avec le plus souvent un caractère théorique, réservé à quelques spécialistes et, comme tel, perçu comme peu opérationnel par ceux qui n'y étaient pas initiés. Or, aujourd'hui, la demande de formation, de conseil, de repères en éthique dépasse largement ce public restreint. Elle se diffuse dans l'ensemble de la vie professionnelle et sociale, à propos de multiples problèmes concrets en évolution rapide. Médecins, biologistes, ingénieurs, gestionnaires, juristes et bien d'autres sont confrontés à des problèmes éthiques que l'Université ne peut ignorer ni dans sa mission d'enseignement, ni dans celle de recherche et de conseil.

La tâche, pour autant, est loin d'être aisée. Les étudiants, assez favorables en principe aux questionnements éthiques, gardent toutefois l'esprit accaparé par leur spécialisation scientifique et technique, et manquent le plus souvent de la maturité qui leur serait nécessaire pour bien percevoir l'importance et les exigences d'une

formation au discernement éthique. Les enseignants des diverses disciplines partagent le même état d'esprit, fortement enfermés dans leur domaine spécialisé et suspicieux vis-à-vis de ce qui est étranger à ce domaine et, *a fortiori*, de ce qui pourrait paraître susceptible d'y poser d'embarrassantes questions.

Certains paradigmes culturels, solidement implantés — tels que la maximisation du profit dans le monde de la gestion d'entreprise ou l'absolue priorité de la performance technique dans les mondes technologiques ou médicaux — freinent également l'accès à l'interrogation éthique.

De tels obstacles sont réels mais surmontables. Ils rendent difficile mais non pas impossible la diffusion en profondeur de la formation et de la recherche en éthique au sein des universités. Pour les contourner, les dépasser, s'enrichir même de leur résistance, il ne suffit pas de proclamer un intérêt pour l'éthique, voire d'insérer à la hâte dans les programmes des enseignements aux titres alléchants, mais dont les contenus, dans certains cas limites, sont assurés à peu près par n'importe qui, parlant de n'importe quoi. Il faut beaucoup plus, comme en témoignent des exemples significatifs heureusement de plus en plus nombreux: percevoir précisément les évolutions, les contextes, les enjeux; bâtir progressivement et patiemment au niveau universitaire les équipes de recherche et d'enseignement capables de relever ces défis; s'appuyer à cet effet sur des coopérations efficaces, notamment à l'échelle internationale.

Les Universités Catholiques européennes, qui ne bénéficient certes d'aucun monopole en la matière, s'y sont fortement investies depuis une dizaine d'années. Elles ont stimulé et coordonné leurs efforts dans le cadre d'un groupe de travail de la Fédération des Universités Catholiques Européennes. Ce groupe s'est ensuite élargi à l'ensemble des universités européennes intéressées, dans le cadre d'un réseau, le Réseau Universitaire d'Ethique Européen, reconnu comme réseau thématique «Socratès» par la Commission des Communautés Européennes. Les réflexions proposées dans cet article s'inspirent largement des expériences et échanges constitutifs de ce réseau. Elles s'articulent autour de quelques interrogations majeures:

1. Quelles évolutions de société expliquent cette émergence des questionnements éthiques?

2. Comment se caractérise la demande contemporaine d'éthique?
3. Quelle réponse corrélative peut être apportée en termes d'offre d'éthique par le monde universitaire?
4. Quelle stratégie cela appelle-t-il des universités catholiques?

1. Notre société de «savoir» provoque et stimule des questionnements éthiques

Il importe, dès le constat de départ, d'éviter toute ambiguïté. Ce que l'on peut observer, à travers les signes évoqués ci-dessus, c'est le développement et l'affirmation d'une demande d'éthique et non pas nécessairement un niveau de meilleure moralité de notre société. Les électeurs et les citoyens deviennent plus exigeants quant aux pratiques éthiques des élus; les consommateurs plus attentifs à l'éthique que proclame et pratique l'entreprise; l'opinion plus préoccupée des choix éthiques qui s'opèrent dans les pratiques médicales, biologiques, hospitalières. Cette demande éthique exprime une attention, une préoccupation, une capacité accrue d'interpellation et de critique. Elle ne reçoit pas nécessairement une réponse satisfaisante et même, si elle la reçoit dans un domaine déterminé, elle se déplace le plus souvent avec la même capacité interpellatrice sur d'autres types de questionnements.

• *Améliorer la qualité morale de la vie sociale*

L'accroissement de la demande d'éthique ne signifie donc pas nécessairement une société plus morale. Il tend, certes, à la stimuler mais les capacités d'esquive, de détournement, d'hypocrisie restent multiples. Entre ce qui est affirmé, pour répondre à la demande d'éthique, et ce qui est réellement pratiqué, les distances peuvent être considérables, que ce soit dans le monde économique, politique ou éducatif. Il ne faut pas trop vite s'en scandaliser; les hommes restent les hommes avec tout le potentiel d'ambiguïté, de faiblesse, de perversion, de mal qui s'offre à la liberté humaine. Et il est très difficile, sinon impossible, d'affirmer de façon globale qu'une génération ou une époque est moralement meilleure ou pire qu'une autre. C'est là un débat scientifiquement impossible — car comment mesurer et selon quels critères le degré global de moralité — et d'ailleurs peu fécond pour l'action. Ce qui, en revanche, est possible et nécessaire, c'est de s'appuyer sur cette demande d'éthique, en

vue d'améliorer de fait la qualité morale de la vie sociale, c'est-à-dire l'offre d'éthique. Il ne faut donc pas s'attarder sur le degré global de moralité de notre société mais voir précisément quels vecteurs de transformation positive peuvent contribuer à l'améliorer. La forte émergence de la demande d'éthique est sans conteste un de ces vecteurs et il faut s'appuyer sur elle pour stimuler et renforcer l'offre d'éthique, c'est-à-dire la qualité morale de notre société, même si un tel chantier restera toujours inachevé et son état d'avancement difficilement mesurable.

Encore faut-il bien voir ce qui fonde et nourrit cette émergence d'une demande d'éthique. Elle nous paraît liée, pour l'essentiel, à une transformation radicale et durable: celle de l'accélération de la production et de la diffusion des connaissances qu'exprime le terme synthétique de «société de savoir». La société de savoir est celle où les connaissances se renouvellent de plus en plus rapidement et se diffusent aussi de plus en plus: elle caractérise notre époque beaucoup plus qu'aucune autre époque antérieure.

- *Recherche de valeurs et de repères*

Les conséquences de cette transformation sont multiples et expliquent largement le développement de la demande d'éthique. La première est l'accélération du changement. Le renouvellement des connaissances modifie de plus en plus vite les technologies, les activités, les entreprises, les mentalités, les marchés; il précarise les idées, les structures, les emplois. Dans cette culture de changement, de nombreuses certitudes disparaissent, bien des repères s'effacent; et cela entraîne chez beaucoup inquiétude, repli, angoisse. Une telle déstabilisation s'avère douloureuse pour la plupart d'entre nous, car nous avons fondamentalement besoin de certitudes, de sens, de repères. Dans un tel contexte, le questionnement éthique ne peut que s'affirmer. Il n'est plus, d'abord, le produit d'une tradition, d'une certitude transmise et définitivement acquise; il devient la recherche, souvent implicite et peu formulée, d'un horizon, d'une direction, de balises susceptibles d'éclairer une route changeante et encombrée. C'est ainsi que, par un étrange paradoxe des mots, la préoccupation «éthique» s'affirme, alors qu'au contraire la «morale» semble disparaître. En réalité, tout dépend de la définition que l'on donne à ces deux termes étymologiquement identiques (l'un provenant du latin, la morale, l'autre du grec, l'éthique). Si, selon la perception sociale la plus habituelle, on entend surtout par

morale un ensemble de préceptes transmis par la tradition, affirmés par des autorités instituées et le plus souvent précis et codifiés, il est vrai que la société de changement met sérieusement à mal cette morale. Mais la recherche de valeurs, de sens et de repères n'est pas éliminée pour autant. Elle s'affirme au contraire d'autant plus sous le vocable de questionnements éthiques, dans l'incertitude et le bousculement du changement.

- *Maximiser le positif*

Au niveau des décisions collectives, le changement appelle également un surcroît de réflexion éthique. Il signifie en effet, de soi, une ouverture de l'avenir en positif comme en négatif. Dans tous les domaines — technologie, économie, biologie... — le changement est porteur et d'espoir et d'angoisse. On doit alors affronter, préparer et construire l'avenir en tenant compte de cet élargissement du champ des possibles et en cherchant les conditions qui maximisent le positif et minimisent le négatif. Et cela n'est pas seulement affaire d'analyses, de prévisions et de calculs, mais aussi d'appréciation qualitative des enjeux et des valeurs, ainsi que de leurs priorités. Une réflexion éthique de plus en plus consciente et explicite pénètre ainsi au coeur des décisions collectives. Stratégies d'entreprise de délocalisation, d'approvisionnement ou de production; politiques publiques de sécurité sociale, de santé ou de fiscalité; choix des lignes de recherche d'un laboratoire ou d'une université: autant de domaines parmi bien d'autres où les décisions à prendre aujourd'hui appellent une perception plus précise, plus consciente et moralement plus éclairée de l'avenir que l'on entend se donner.

- *La multiplication des lieux d'initiatives*

La société de savoir, par les déstabilisations qu'elle génère, par l'ouverture de l'avenir qu'elle provoque, suscite et nourrit l'émergence de la demande éthique. Elle le fait également sous un autre mode par les évolutions de mentalités et de comportements corrélatives à l'élévation du niveau moyen d'instruction et d'éducation. Une population en moyenne plus instruite, plus éduquée, que ce soit par la formation première ou la formation continue, devient aussi plus critique, plus exigeante y compris en termes de principes et de pratiques éthiques. On peut moins facilement la berner, l'illu-

sionner, pratiquer durablement la contradiction entre le dire et le faire. Simultanément, cette population plus éduquée aspire davantage à prendre des initiatives, à assumer des responsabilités et elle en est aussi beaucoup plus capable. L'efficacité même demande donc aujourd'hui le développement des coopérations en réseau, le décloisonnement des structures, la multiplication des lieux d'initiatives et de responsabilités, l'écrasement des hiérarchies excessives. Tout cela signifie qu'un nombre de plus en plus grand de personnes, dans le monde des entreprises, des associations et dans une moindre mesure de la fonction publique, bénéficient d'espaces de liberté et de responsabilité, exercent des choix, individuels et collectifs, sont confrontés dans ces choix à des problèmes de priorité de valeurs; doivent ainsi assumer à leur niveau le questionnement éthique inhérent à tout exercice conscient de la liberté et de la responsabilité. A tous ces niveaux, la société de savoir stimule et nourrit un questionnement éthique: ce dernier n'est plus l'apanage de quelques décideurs privilégiés, il se diffuse de plus en plus largement.

On voit bien, à partir de ces quelques réflexions, où s'enracine et se nourrit la demande d'éthique contemporaine. Héritière d'une tradition aussi large que celle de la condition humaine, l'éthique ou la morale cherche à répondre à la question fondamentale que se pose toute liberté consciente dès lors qu'elle se confronte à un choix: «que vaut-il mieux faire?» Le contexte de ce questionnement se transforme fortement aujourd'hui dans la société de savoir. Il devient plus pressant du fait de l'ouverture de l'avenir, de l'effacement des repères fournis par la tradition, de la désécurisation des personnes. Il devient aussi plus diffus, plus conscient, davantage assumé et approprié par tous ceux qui, à tous niveaux et du fait de leur avancée en information et en formation, aspirent à prendre leur part d'initiative et de responsabilité.

2. Quelques caractéristiques de la demande d'éthique contemporaine

A travers la diversité de ses champs d'application, la demande d'éthique de notre société exprime une même préoccupation: éclairer les choix, orienter les décisions. Elle se réfère le plus souvent à des situations et problèmes concrets, souvent complexes, où il s'agit «d'agir au mieux», ce qui implique une appréciation de caractère éthique sur les enjeux et valeurs mis en cause. Les questionnements éthiques s'enracinent ainsi fortement dans une réalité fractionnée,

mouvante; ils ne s'attachent pas d'abord à des considérations théoriques et générales mais cherchent à éclairer, pratiquement et de façon particulière, des choix auxquels on est confronté.

Pour répondre au mieux à cette demande, il importe prioritairement de bien saisir ce qu'elle est, de la comprendre, de l'accompagner telle qu'elle est. C'est au cœur d'un processus de décision que s'opère une ouverture à l'éthique, non pas à côté ou au-dessus de lui; la première exigence d'un accompagnement éthique est donc d'entrer dans ce processus, d'en bien discerner les étapes, les acteurs, les structures, l'éventail des choix et de leurs conséquences certaines ou incertaines.

Le choix des décisions ouvertes à l'éthique est *a priori* considérable puisque, dès qu'il y a choix et liberté, des valeurs peuvent être en cause. Ce choix est aussi extrêmement différencié selon les domaines concernés, le caractère individuel ou collectif de la décision, l'horizon chronologique dans lequel s'inscrit l'action, etc. A travers cette diversité émergent toutefois quelques caractéristiques communes qui revêtent une signification particulière pour la réflexion éthique.

a) *Apprécier correctement l'environnement*

La première, c'est que la décision à prendre s'inscrit dans un environnement donné: culturel, technique, économique, historique... Cet environnement conditionne la décision à prendre, sans la déterminer complètement; il en réduit les marges de liberté. Connaître et comprendre cet environnement est donc fondamental si l'on entend éviter les jugements à l'emporte-pièce, les appréciations hâtives et non pertinentes. Par ailleurs, l'appréciation correcte de l'environnement appelle le plus souvent des regards et des méthodes relevant de disciplines différentes: sociologie, psychologie, droit, économie, technologie... Ce qui implique, de la part de l'accompagnement éthique, une grande ouverture d'esprit, une réelle capacité à appréhender la diversité des regards et méthodes permettant d'approcher correctement l'environnement d'une décision.

b) *Savoir analyser et privilégier des valeurs*

Une deuxième caractéristique des processus de décision c'est qu'ils intègrent, de façon permanente et interactive, d'une part des éléments de caractère «analytique» (hypothèses, prévisions, calculs,

contraintes de divers types), d'autre part des éléments «normatifs» (les valeurs et leur hiérarchie). Les premiers relèvent d'une démarche de rationalité discursive (qu'est-ce qui est, pourquoi est-ce ainsi, que pourrait-il arriver dans telle ou telle hypothèse...); les seconds relèvent d'une appréciation de valeur (qu'est-ce qui doit être, qu'est-ce qui en soi est bon, mauvais, recommandable, déconseillé, proscrit, prescrit...). Ces deux logiques, différentes, s'imbriquent dans les processus de décision, lesquels charrient à la fois, et de façon souvent confuse, des préférences normatives et des composantes d'analyse. Ceci entraîne pour l'accompagnement éthique des exigences considérables. Celui-ci ne peut, en effet, être pertinent et opérationnel que s'il pénètre à l'intérieur des processus de décision, y compris dans leur composante analytique. Faute de quoi, il devient sans objet et perd sa crédibilité. Accompagner «éthiquement» un dirigeant d'entreprise qui envisage de licencier ou de délocaliser, guider «éthiquement» une réforme de la fiscalité ou de la sécurité sociale, conseiller «éthiquement» l'élaboration d'une réglementation sur la fécondation artificielle ou le génome humain, impliquent impérativement que l'on en maîtrise à la fois les composantes analytiques et la démarche de discernement éthique susceptible d'y être féconde. A défaut de cette maîtrise analytique, l'éthique ne serait qu'un survol, un à-côté, une façade, elle ne répondrait pas aux attentes contemporaines.

c) *Prendre le temps d'explicitier ses choix*

Au vu des processus complexes et interactifs que l'on vient de décrire, il est clair que le questionnement éthique est rarement formulé, par les décideurs, de façon formelle, précise et explicite. Il est le plus souvent implicite, potentiel, assez confusément perçu. L'une des exigences essentielles est donc de se donner le temps et la rigueur nécessaires à une élucidation. Exigence forte et qui, hélas, se heurte souvent à de grandes résistances. La caractéristique de beaucoup de décideurs, en effet, est de ne pas disposer de temps, surtout pour des réflexions éthiques auxquelles ils ne sont pas préparés et qui leur paraissent le plus souvent bien éloignées des questions concrètes qui les attendent. Si par surcroît, l'accompagnement éthique est absent ou mené de façon épisodique, trop théorique ou avec une insuffisante maîtrise des tenants et aboutissants analytiques, l'écart entre le questionnement éthique et la décision réelle reste substantiel; l'offre d'éthique n'aura pas été en

mesure de s'articuler sur la demande. Celle-ci pourra sans doute recevoir quelques lots de consolation: déclarations générales et généreuses, paroles apaisantes, législations et réglementations séduisantes mais non appliquées... Mais pour l'essentiel, on restera en deçà d'une vraie réponse à la demande d'éthique. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'insatisfaction quant à l'offre d'éthique aille le plus souvent de pair avec le développement de la demande. C'est là, sans doute, l'un des traits de notre société plus exigeante mais aussi plus insatisfaite.

3. Quelle offre d'éthique au niveau universitaire?

Les réflexions ci-dessus pourraient être perçues comme un regard sur la société à la fois positif et déçu. Positif quant à l'expression par notre époque de questionnements éthiques plus marqués, déçu quant à ses capacités d'y répondre positivement. Si peut-être tel est le cas aujourd'hui, une telle situation cependant n'a en soi rien d'irréversible. Et la seule issue concevable est de travailler à améliorer, qualitativement et quantitativement l'offre d'éthique, de telle façon qu'elle s'articule mieux à la demande, que notre société, en d'autres termes, soit mieux en mesure de répondre à ces aspirations nouvelles et fécondes.

Améliorer l'offre d'éthique se situe, pour une Institution universitaire, au triple plan de la formation supérieure, de la recherche et du conseil, les trois dimensions s'appelant et se fortifiant mutuellement. Dans le domaine de la formation, il est malheureusement patent que beaucoup de cursus d'université ou de grandes écoles n'intègrent pratiquement pas d'enseignement en éthique, qu'il s'agisse de philosophie morale ou d'éthique professionnelle appliquées à un secteur déterminé. C'est en tout cas ce qui se passe en France, la seule exception notable et généralisée étant depuis quelques années celle des Facultés de Médecine. Une telle absence est fortement préjudiciable car elle signifie que, pour la plupart, les dirigeants et cadres du pays, ne bénéficient pas, dans leur activité, d'une préparation de structuration intellectuelle face au questionnement éthique. La générosité, certes, ne manque pas, mais l'éthique exige beaucoup plus que des intentions généreuses; elle demande une capacité proprement intellectuelle d'ouverture culturelle, de rigueur, de critique, de discernement. Et ceci doit être proposé pour des étudiants en formation première ou en formation continue, au même niveau

d'exigence et de sérieux que celui qui caractérise les autres composantes de la formation. L'une des exigences prioritaires pour diffuser et améliorer l'offre d'éthique est donc bien de mettre au point, de diffuser et de généraliser une formation à l'éthique dans l'ensemble des cycles supérieurs. Ceci requiert échanges et confrontations pédagogiques, élaboration et publication de manuels adaptés, efforts persévérants de persuasion de directions d'établissements pour qu'elles accueillent et développent de tels enseignements. C'est là l'une des tâches essentielles auxquelles se consacre le Réseau d'Éthique Européen.

Mais, surtout dans des domaines complexes et en renouvellement tels que l'éthique, l'enseignement ne peut pas signifier grand chose s'il ne se nourrit de recherche fondamentale et appliquée et d'activités de conseil. C'est là la deuxième dimension, également prioritaire et trop souvent négligée, de la production de connaissance. Dans ce domaine — mais c'est également vrai pour l'enseignement — les réflexions proposées ci-dessus permettent de bien préciser le double écueil à éviter: d'une part une recherche théorique «nombriliste», coupée de ce qui n'est pas elle-même et notamment de la réalité professionnelle; d'autre part une juxtaposition «d'éthiques professionnelles» à courte vue, enfermées dans une activité ou un secteur déterminé et incapables de rencontrer, de façon transversale, les interrogations communes et fondamentales.

Le premier écueil — celui d'une recherche qui serait exclusivement théorique — a été suffisamment évoqué. Une telle recherche est, certes, indispensable pour stimuler la rigueur, aider à connaître et maîtriser l'apport des différents courants de pensée, mais elle ne peut suffire par elle-même, à éclairer de l'intérieur un problème précis et concret. Elle risque, de ce fait, de rester enfermée dans le labyrinthe des publications et milieux hautement spécialisés, pour autant bien entendu que l'on en atteigne le niveau, mais sans capacité de prise réelle sur des faits, de réponses pertinentes aux questionnements éthiques d'aujourd'hui. Pour éviter ce risque, il faut ainsi, sans rien abandonner de l'exigence de rigueur et de niveau, pénétrer humblement dans la complexité des problèmes d'une profession ou d'un secteur, y rester à l'écoute des apports d'autres disciplines, contribuer avec elles à insérer le discernement éthique dans les processus de décision.

Le second écueil à éviter, à l'opposé du premier, consiste en la juxtaposition d'éthiques professionnelles sectorisées, ignorantes les unes des autres, exclusivement préoccupées de réponses immédia-

tes au problème particulier d'un secteur ou d'une profession. Une telle démarche signifie le plus souvent une approche purement pragmatique, voire descriptive, ne retenant comme critères d'appréciation éthique que les normes culturelles ambiantes, s'avérant peu capable de stimuler réflexion critique et discernement personnel. Elle permet, certes, de formuler des recommandations, voire des «recettes éthiques» que préconise l'état culturel ambiant du milieu, mais cela laisse place à beaucoup de pièges, de manipulations, de déformations, voire de véritables trahisons de la démarche éthique authentique.

Il importe donc, pour éviter les écueils ci-dessus, d'assurer à la fois la dimension d'éthique professionnelle et celle d'éthique fondamentale laquelle, comme telle, est transversale. Ceci doit s'opérer par des programmes et projets qui ne sacrifient ni l'une ni l'autre, mais au contraire les associent, à leur bénéfice mutuel. Cela doit s'appuyer aussi sur la structuration des centres de recherche et de leurs équipes. Bien qu'en matière de structure aucun modèle ne soit définitif ni parfait, ceux qui produisent les meilleurs résultats réunissent des équipes spécialisées, insérées dans un milieu scientifique et professionnel déterminé et assurant simultanément ensemble des activités de recherche communes, dans le cadre d'un centre qui fédère leurs énergies. Une telle coopération étroite entre des éthiciens engagés dans des champs différents enrichit chacun d'une meilleure interdisciplinarité, approfondit et fortifie chez tous les capacités de discernement éthique et, finalement, affirme d'autant mieux chacune des équipes dans son propre domaine de spécialisation.

4. Quelle stratégie pour les Universités Catholiques?

Les réflexions ci-dessus montrent le sens et l'importance de la tâche que doivent assumer les universités en matière de formation et de recherche en éthique, à la fois fondamentale, appliquée et professionnelle. Face à une demande d'éthique de plus en plus diffusée et interpellatrice, le défi essentiel est de générer les capacités d'offre corrélatives. Dans ce vaste chantier, les Universités ont un rôle fondamental à jouer dans le cadre de leur tradition et de leur mission spécifique.

La poursuite de tels objectifs rencontre de fortes résistances et il est d'autant plus nécessaire de l'appuyer sur une stratégie volon-

tariste claire et déterminée des Institutions universitaires et de leurs responsables. Mgr Policarpo, à qui cet ouvrage rend hommage, fut l'un de ces responsables particulièrement présent et écouté au sein des Universités catholiques, tant à l'échelle de leur Fédération européenne que de leur Fédération mondiale. Il prit une part importante aux réflexions et actions qu'elles ont menées dans ce domaine. En les rappelant brièvement au terme de cet article, nous exprimons les choix et engagements auxquels il fut associé, qui ont déterminé pour partie les évolutions récentes et qui restent d'actualité pour tracer les lignes de l'avenir.

C'est dans un texte bref, discuté et adopté par les Recteurs des Universités Catholiques Européennes, lors de leur Assemblée Générale de 1995, que sont explicitées leurs préoccupations et orientations majeures en matière d'éthique. Nous en reproduisons l'essentiel, articulé en dix points.

1. Notre société se caractérise par le développement rapide et durable des besoins de formation, de recherche et de conseil en éthique.
2. Les universités catholiques, doivent répondre au mieux à cette demande, compte tenu des enjeux que cela représente, tant pour la société que pour les universités catholiques elles-mêmes, du point de vue de leur visibilité et de leur spécificité. Pour autant, l'éthique n'est pas un domaine réservé aux seules universités catholiques et elles doivent y travailler avec d'autres, de façon ouverte. Cet objectif de développement de l'éthique constitue, pour les universités catholiques, une «urgence absolue» et appelle de la part des autorités académiques une forte légitimation.
3. La condition indispensable d'un développement durable est la constitution d'équipes interdisciplinaires appuyées sur des personnes ayant au moins une double compétence (éthique et spécialisation scientifique et/ou professionnelle), et susceptibles de produire dans ces domaines une réflexion précise et originale.
4. Un objectif essentiel est la sensibilisation à l'éthique de l'ensemble du corps professoral.

5. La formation et la recherche en éthique dans un domaine déterminé impliquent une capacité de critique épistémologique des disciplines et approches scientifiques relatives à ce domaine.
6. L'insuffisance de formateurs qualifiés constitue un facteur de blocage très fréquent; il est essentiel de mettre en œuvre une politique prévisionnelle de formation de formateurs.
7. La recherche et la formation en éthique doivent se réaliser en coopération étroite avec les milieux scientifiques, professionnels et sociaux, à la fois pour se nourrir de la réflexion de ces milieux et pour les accompagner et les soutenir dans leurs préoccupations éthiques.
8. La formation en éthique peut, avec succès, s'adresser à l'ensemble des étudiants; elle se nourrit obligatoirement d'une capacité interdisciplinaire de recherche et appelle des méthodes pédagogiques appropriées ainsi qu'un programme cohérent.
9. Le «vécu éthique» de l'université catholique appelle, lui aussi réflexion et action; il a une importance non négligeable pour la formation morale des étudiants.
10. Le développement de la formation et de la recherche en éthique ne peut se réaliser que s'il constitue un choix prioritaire de l'université catholique, clairement inscrit dans sa stratégie à long terme et doté des moyens humains, structurels et financiers adéquats.

*

* *

On peut, légitimement, quatre ans à peine après l'adoption de ce texte, constater avec joie qu'il n'est pas resté lettre morte. La plupart des institutions concernées se sont engagées dans cette voie à des rythmes, certes, inégaux mais parfois très vigoureux. La coopération internationale y a pris corps et s'est considérablement renforcée entre les Universités catholiques au départ mais, ensuite, bien au-delà d'elles par un travail qu'elles poursuivent dans le cadre

du réseau d'éthique européen: échanges pédagogiques, rencontres de chercheurs, élaboration d'ouvrages de référence dans différents secteurs de l'éthique professionnelle... La tâche, pour autant, est loin d'être terminée. La demande d'éthique de notre société continue à se diffuser, à s'affirmer, à renouveler ses lieux d'interrogation et d'interpellation. Les Universités vis-à-vis d'elle restent trop souvent désarmées, marquées par des cloisonnements disciplinaires, l'insuffisance de formateurs qualifiés, la faiblesse parfois, voire l'absence de vision et de volonté stratégique...

L'avancée n'est pas négligeable mais elle reste insuffisante. Le défi de l'éthique n'a pas fini de solliciter nos dynamismes et nos efforts. Il continue à exiger discernement et ténacité. Mais l'enjeu est de taille: dégager à un niveau universitaire une offre d'éthique pertinente et démultiplicatrice, au service du nombre croissant de personnes qui cherchent, dans le bousculement d'aujourd'hui, des repères pour leur action et le plus souvent, en amont, un sens pour leur destinée.

MICHEL FALISE